

Hamdan Al Damiri : « Accepter ce « plan du siècle », ce serait encore des négociations sans fin, un piège, un Oslo-bis ! »

Hamdan Al Damiri est un intellectuel et militant palestinien. Réfugié, né dans un camp en Cisjordanie, il appartient à la gauche palestinienne et il est représentant de la communauté palestinienne en Belgique. Dans cette interview, il analyse minutieusement les causes qui modifient aujourd'hui durablement la géopolitique au Moyen Orient. Selon lui, la Palestine est sous la menace d'une nouvelle stratégie américaine. En perte d'influence au Moyen Orient en raison de leur échec en Irak et en Syrie notamment, les Etats-Unis préparent un nouveau plan pour regagner le terrain perdu. Dit le « plan du siècle », il consisterait à donner une légitimité aux Américains comme faiseurs de « paix ». Mais les Palestiniens seraient encore une fois les dindons de la farce, puisqu'il est fort probable que ce plan a un agenda caché : faire traîner les négociations comme lors des Accords d'Oslo signés en 1993. Un Oslo-bis ferait peser une menace existentielle sur les Palestiniens, qui ont tiré des enseignements du passé et s'opposeront à toute politique impérialiste qui remettrait en cause les constantes du mouvement national palestinien.

Interview par Tayeb ElMestari

Quelle analyse faites-vous du processus de réconciliation en cours entre les différentes organisations palestiniennes ?

Ce processus a démarré en 2005 avec un accord conclu entre 13

mouvements palestiniens sur la base d'un texte proposé par la direction des prisonniers palestiniens. Intitulé la Déclaration des prisonniers et adopté par les organisations de la résistance, ce texte est l'émanation d'un consensus entre les différents mouvements représentés dans les prisons israéliennes et a permis de lancer des négociations inter-palestiniennes.

Ce texte fondamental aborde plusieurs points essentiels comme le rôle du mouvement national palestinien, les relations avec l'Etat occupant, c'est-à-dire Israël, le droit à la résistance du peuple palestinien, la reconstruction de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP), etc. Les élections de 2006 dans les territoires occupés ont mis un coup d'arrêt à ce processus, en raison des conflits aigus entre les deux principales forces politiques, le FATAH et le HAMAS. En 2007, celui-ci prend le pouvoir dans la bande de Gaza par la force et expulse de ce territoire le FATAH.

Cette nouvelle situation a entraîné, jusqu'à aujourd'hui, l'ensemble du mouvement national palestinien, avec ses différentes composantes, dans une dynamique de division, impactant négativement la cause palestinienne, reléguée au second plan au regard d'autres sujets tels que le terrorisme djihadiste au Moyen Orient.

La nouvelle donne régionale oblige les mouvements palestiniens à jouer la carte de la réconciliation, impulsée par l'Egypte. Grâce à la médiation égyptienne, le FATAH et le HAMAS sont parvenus à signer un accord au Caire qui ouvre les portes d'une nouvelle phase de rencontres, impliquant les deux principaux mouvements mais aussi les autres forces politiques de la résistance, la gauche palestinienne, les nationalistes arabes et le Djihad islamique.

13 mouvements palestiniens vont se retrouver de nouveau au Caire où il sera question de l'unité nationale palestinienne dans le cadre de l'OLP, considérée comme le cadre politique et

juridique représentatif de l'ensemble du peuple palestinien. L'enjeu de ce dialogue entre Palestiniens est de remettre en selle l'OLP, qui ne joue plus son rôle décisionnel. Depuis les Accords d'Oslo en 1993, l'Autorité Palestinienne a pris le pouvoir aux dépens de cette organisation historiquement légitime.

La réconciliation palestinienne aura à terme deux effets politiques d'une importance capitale. D'abord, la réalisation de l'accord inter-palestinien signifie la mise en place d'un nouveau gouvernement d'unité nationale. La deuxième tâche est de reconstruire l'OLP et donc revoir la composition du Conseil national palestinien (CNP) qui en est l'organe le plus important, en fait le parlement du peuple palestinien. Cela suppose l'élection du conseil législatif palestinien dont les membres deviendront d'office les représentants des territoires occupés au sein du Conseil national palestinien. Les Palestiniens, qui sont à l'extérieur de la Palestine historique, pourront aussi élire leurs représentants au sein du Conseil national palestinien. Ces élections législatives se disputeront à la proportionnelle intégrale, le nombre de représentants sera fonction de voix obtenues par la liste de candidats. Dans les pays où les élections ne peuvent avoir lieu, une alternative est prévue : un accord inter-palestinien désignera les membres représentatifs de la communauté palestinienne pour siéger au Conseil national palestinien.

Dans cette démarche de reconstruction de l'OLP, le Conseil national palestinien élira deux instances : le Conseil central, qui est un organe intermédiaire entre l'exécutif (Comité exécutif) et le législatif (le CNP), et la Direction palestinienne. En réalité, ce sera un retour au processus qui a prévalu avant Oslo, avec l'intégration de deux mouvements, le HAMAS et le Djihad Islamique qui n'en faisaient pas partie.

Dans ce processus, quel rôle peut jouer la résistance populaire ?

La résistance populaire est la manière dont les Palestiniens, dans leurs villes, dans leurs localités à l'intérieur des territoires occupés, s'expriment face à l'occupant. La résistance populaire est le seul moyen de faire reculer l'ennemi, le colon. Les négociations ne peuvent pas remplacer la résistance populaire. Le comité populaire agira de sorte que la résistance devienne le mode d'action principale des différentes organisations palestiniennes. Elle aura une influence considérable sur les décisions finales prises dans le cadre de l'OLP et ses différentes instances.

L'enjeu syrien semble décisif dans le remodelage politique de la région. Or, le régime se dirige vers une victoire. Quelles sont les raisons de cette victoire ? Quelles seraient les conséquences sur l'avenir de la Palestine et de la région en général ?

Selon les médias, les Syriens sont opposés au régime, mais en réalité ils sont divisés. Plus de 70 % de la population syrienne vit dans les zones contrôlées par le régime, c'est-à-dire dans les grandes villes. Cela signifie qu'une grande partie des Syriens soutient les forces légales. C'est le premier facteur de la victoire annoncée du régime syrien.

Le deuxième est à rechercher du côté des alliances nouées par l'Etat syrien. Celui-ci a des alliés qui ont soutenu l'armée syrienne dans la défense du territoire national. La Russie, l'Iran, le Hezbollah et quelques mouvements palestiniens ont apporté un soutien décisif aux forces légales du régime syrien. Cette alliance a permis de stopper la progression des groupes armés, appuyés et financés par les pays du Golfe et l'Occident.

Le troisième facteur, et non le moindre, est propre à l'opposition, notamment aux djihadistes provenant de partout dans le monde. Leur faiblesse est qu'ils sont très divisés car ils obéissent à des puissances étrangères dont les intérêts sont contradictoires. Ils n'ont pas de stratégie unique et claire. Face à eux, l'armée syrienne est unie et ses alliés,

en concertation avec elle, ont une politique bien définie. Dans la guerre, il vaut mieux partir unis que divisés ! Enfin, un dernier facteur explique la victoire du régime syrien : l'évolution des positionnements des forces extérieures, parties prenantes dans la guerre. Le Qatar est en conflit avec certains pays du Golfe. La Turquie, qui joue un rôle important dans la région, s'oppose à l'Arabie saoudite en raison d'un conflit de leadership sur les musulmans sunnites. Ces raisons apportent un éclairage sur l'affaiblissement du camp anti-régime syrien.

Dans cette nouvelle configuration, on observe que la Russie gagne en influence dans la région, contrairement aux Etats-Unis, en net recul, car ils ont misé sur un plan qui a échoué sur le terrain. Depuis 2015, on assiste à un renversement des rapports de force, qui s'est confirmé en 2016 et débouche, peu à peu, en 2017 à la disparition totale de DAESH. Ce mouvement contrôlait quasiment la moitié de la Syrie (le centre et l'est du pays), mais aujourd'hui il n'a d'emprise que sur 10 % du territoire sur lequel il régnait en 2014-2015. D'ici à la fin de l'année, le régime syrien contrôlera 90 % de la Syrie. Il restera deux poches incontrôlées. Au nord de la Syrie, l'organisation Al Nosra est présente dans la province d'Idlib, surtout dans la ville d'Idlib. Dans cette partie du territoire frontalière avec la Turquie, il y a la question Kurde. Soutenus par les Américains sur le plan militaire, les Kurdes constituent la dernière carte politique des Etats-Unis dans les futures négociations sur l'avenir de la Syrie. C'est un moyen de garder la main dans la région. Or, sur cette question, ils sont en totale contradiction avec la Turquie. Pour cette raison, le sort des Kurdes sera l'objet de négociations, notamment sur les dimensions culturelles et linguistiques. L'Etat syrien fera des concessions pour une solution qui envisagerait une autonomie pour les Kurdes, mais il n'acceptera en aucun cas un fédéralisme qui signifierait un séparatisme de fait.

Néanmoins, dans un futur proche, les affrontements auront lieu

entre d'un côté, Al Nosra, et des groupes armés alliés, et, de l'autre, l'Etat syrien qui, probablement, en sortira vainqueur.

Il est question d'une nouvelle stratégie américaine, dite « plan du siècle » pour relancer les négociations entre les Palestiniens et l'entité sioniste. Qu'en est-il de ce plan ?

Annoncé depuis quelque temps, ce « plan du siècle » est lié aux conflits syrien et irakien. La stratégie américaine a échoué dans ces deux pays en dépit des moyens considérables mis à la disposition des groupes terroristes comme DAESH. En perte de vitesse dans la région, les Etats-Unis opèrent un changement stratégique : l'enjeu est de mettre un étouffoir sur la lutte de libération en Palestine. Autrement dit, il s'agit pour eux de « régler la question palestinienne ». Le « plan du siècle », proposé par les Américains et soutenu par l'Union européenne, consisterait, selon certaines informations délivrées par des diplomates, à reconnaître un Etat palestinien sur une partie de la Cisjordanie à laquelle sera ajoutée la bande de Gaza. Les pays européens et les Etats-Unis seraient donc prêts à reconnaître un Etat palestinien sur environ 40 % du territoire de la Cisjordanie (en réalité des bouts de territoire morcelés) et les 400 km² de la bande de Gaza ! Et il n'est pas question du statut de Jérusalem. Pourtant, l'essentiel des colonies construites depuis 1967 se trouvent autour de Jérusalem que l'Etat sioniste cherche à judaïser.

Mais les Palestiniens ont une certaine expérience des manœuvres occidentales. Avec les Accords d'Oslo, il y a eu des négociations sans fin, sans qu'elles aboutissent à quoi que ce soit. Bien pire, les négociations dans le cadre des Accords d'Oslo ont abouti à l'affaiblissement des Palestiniens et au morcellement des territoires et à leur colonisation accrue. Accepter ce « plan du siècle », ce serait encore des négociations sans fin, un piège, un Oslo-bis ! Si une partie de la nouvelle direction palestinienne risque d'accepter ce

plan, l'ensemble du mouvement palestinien le refusera. Pour les Américains, il s'agit de « calmer le jeu » entre Palestiniens et Israéliens, surtout qu'une explosion populaire à Gaza est possible si le blocus perdure. Un scénario que les Américains redoutent.

Si ce « plan du siècle » ne sera pas accepté par les forces politiques palestiniennes, en revanche, certains Etats arabes le soutiendront. L'Egypte, qui joue le rôle de médiateur dans la réconciliation inter-palestinienne, le soutient. Les Saoudiens vont dans le même sens, ils pourraient même être les financeurs de ce « plan du siècle ».

Après le processus de réconciliation entre les Palestiniens, un nouveau conflit opposera dans la région les Palestiniens à ceux qui soutiendront ce plan.

Propos recueillis par **Tayeb EL Mestari**

pour le Comité Action Palestine.

URL de cet article 32480

<https://www.legrandsoir.info/interview-d-hamdan-al-damiri-accepter-ce-plan-du-siecle-ce-serait-encore-des-negociations-sans-fin-un-piege-un-oslo-bis.html>